

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

G/VAL/W/77
30 octobre 2000

(00-4536)

Comité de l'évaluation en douane

SIXIÈME EXAMEN ANNUEL DE LA MISE EN ŒUVRE ET DU FONCTIONNEMENT DE L'ACCORD SUR LA MISE EN ŒUVRE DE L'ARTICLE VII DE L'ACCORD GÉNÉRAL SUR LES TARIFS DOUANIERS ET LE COMMERCE DE 1994

Document de travail de base établi par le Secrétariat

Le présent document de travail est distribué par le Secrétariat pour préparer le sixième examen annuel de la mise en œuvre et du fonctionnement de l'Accord sur la mise en œuvre de l'article VII de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994 (l'Accord) auquel le Comité doit procéder à sa réunion du 7 novembre 2000. Comme il est indiqué ci-dessous, ce document devra être mis à jour après cette réunion pour donner une vue complète des travaux du Comité pendant l'année en cours.

L'article 23 de l'Accord prévoit que "le Comité procédera chaque année à un examen de la mise en œuvre et du fonctionnement du présent accord, en tenant compte de ses objectifs".

Les grands objectifs de l'Accord sont énumérés dans l'introduction générale. L'examen annuel effectué par le Comité devrait porter sur la mise en œuvre et le fonctionnement de l'Accord au vu des objectifs et des obligations précises qui y sont énoncés.

Le présent document traite des questions suivantes:

	<u>Page</u>
I. MEMBRES, APPLICATION DIFFÉRÉE, RÉSERVES ET STATUT D'OBSERVATEUR	3
II. BUREAU DU COMITÉ DE L'ÉVALUATION EN DOUANE DE L'OMC	7
III. RÉUNIONS DU COMITÉ	7
IV. LÉGISLATIONS NATIONALES PRÉSENTÉES	7
V. MODIFICATIONS, INTERPRÉTATIONS ET RECTIFICATIONS DU TEXTE DE L'ACCORD	9
VI. AUTRES DÉCISIONS PRISES PAR LE COMITÉ	9
VII. ASSISTANCE TECHNIQUE	9
VIII. RAPPORTS DU COMITÉ TECHNIQUE DE L'ÉVALUATION EN DOUANE	9
IX. CONSULTATIONS ET RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS	9
X. RAPPORT ANNUEL AU CONSEIL DU COMMERCE DES MARCHANDISES	10

I. MEMBRES, APPLICATION DIFFÉRÉE, RÉSERVES ET STATUT D'OBSERVATEUR

a) Membres (139)

Afrique du Sud	Gambie	Nouvelle-Zélande
Albanie	Géorgie	Oman
Allemagne	Ghana	Ouganda
Angola	Grèce	Pakistan
Antigua-et-Barbuda	Grenade	Panama
Argentine	Guatemala	Papouasie-Nouvelle-Guinée
Australie	Guinée, Rép. de	Paraguay
Autriche	Guinée-Bissau	Pays-Bas
Bahreïn	Guyana	Pérou
Bangladesh	Haïti	Philippines
Barbade	Honduras	Pologne
Belgique	Hong Kong, Chine	Portugal
Belize	Hongrie	Qatar
Bénin	Îles Salomon	République bolivarienne du Venezuela
Bolivie	Inde	République centrafricaine
Botswana	Indonésie	République démocratique du Congo
Brésil	Irlande	République dominicaine
Brunéi Darussalam	Islande	République kirghize
Bulgarie	Israël	République slovaque
Burkina Faso	Italie	République tchèque
Burundi	Jamaïque	Roumanie
Cameroun	Japon	Royaume-Uni
Canada	Jordanie	Rwanda
Chili	Kenya	Saint-Kitts-et-Nevis
Chypre	Koweït	Saint-Vincent-et les Grenadines
Colombie	Lesotho	Sainte-Lucie
Communautés européennes	Lettonie	Sénégal
Congo	Liechtenstein	Sierra Leone
Corée	Luxembourg	Singapour
Costa Rica	Macao	Slovénie
Côte d'Ivoire	Madagascar	Sri Lanka
Cuba	Malaisie	Suède
Danemark	Malawi	Suisse
Djibouti	Maldives	Suriname
Dominique	Mali	Swaziland
Égypte	Malte	Tanzanie
El Salvador	Maroc	Tchad
Émirats arabes unis	Maurice	Thaïlande
Équateur	Mauritanie	Togo
Espagne	Mexique	Trinité-et-Tobago
Estonie	Mongolie	Tunisie
États-Unis	Mozambique	Turquie
Fidji	Myanmar	Uruguay
Finlande	Namibie	Zambie
France	Nicaragua	Zimbabwe
Gabon	Niger	
	Nigéria	
	Norvège	

b) Application différée et réserves¹

Les dispositions prévoyant un traitement spécial et différencié pour les pays en développement Membres ont été invoquées comme suit:

i) *Article 20:1 (application différée des dispositions de l'Accord) (8)*

Bénin	Haïti
Cameroun	Madagascar
Émirats arabes unis	Niger
Équateur	Tchad

ii) *Article 20:2 (application différée de la méthode de la valeur calculée) (47)*

Bahreïn	Kenya
Bangladesh	Koweït
Bolivie	Madagascar
Brunéi Darussalam	Malaisie
Burkina Faso	Mali
Burundi	Malte
Cameroun	Mauritanie
Chili	Myanmar
Colombie	Nicaragua
Costa Rica	Nigéria
Côte d'Ivoire	Pakistan
Djibouti	Pérou ²
Égypte	Philippines
El Salvador	République bolivarienne du Venezuela
Émirats arabes unis	République dominicaine
Équateur	Sénégal
Gabon	Sri Lanka
Guatemala	Tanzanie
Guyana	Thaïlande
Haïti	Togo
Honduras	Tunisie
Indonésie	Uruguay
Israël	Zambie
Jamaïque	

¹ Ce tableau expose la situation en matière de réserves au 7 novembre 2000.

² Les dispositions spéciales auxquelles peuvent recourir les pays en développement Parties au titre de l'Accord sur l'évaluation en douane de 1979 pourront encore être invoquées au titre de l'Accord de l'OMC sur l'évaluation en douane par le pays en développement Membre concerné (WT/L/38).

iii) *Annexe III, paragraphe 1 (prorogation du délai de cinq ans) (13)*

Côte d'Ivoire
Égypte
El Salvador
Guatemala
Jamaïque
Koweït
Mauritanie
Myanmar
Paraguay
République dominicaine
Sri Lanka
Tanzanie
Tunisie

iv) *Annexe III, paragraphe 2 (réserve concernant les valeurs minimales) (17)*

Colombie¹
Côte d'Ivoire
Gabon¹
Guatemala
Haïti
Honduras¹
Jamaïque
Madagascar
Malte¹
Maroc¹
Mauritanie
Myanmar
Nicaragua¹
Niger
République dominicaine
Sri Lanka
Tunisie

¹ Décision prise par le Comité conformément aux dispositions du paragraphe 2 de l'Annexe III et à la Décision sur les réserves figurant dans le document G/VAL/5.

v) *Annexe III, paragraphe 3 (réserve concernant l'inversion de l'ordre d'application des articles 5 et 6) (53)*

Argentine ¹	Guyana	Niger
Bahreïn	Haïti	Ouganda
Bangladesh	Honduras	Pakistan
Brésil ¹	Inde ¹	Pérou ¹
Brunéi Darussalam	Indonésie	Philippines
Burkina Faso	Israël	République bolivarienne du Venezuela
Cameroun	Jamaïque	République dominicaine
Chili	Kenya	Sénégal
Colombie	Madagascar	Singapour
Costa Rica	Malaisie	Sri Lanka
Côte d'Ivoire	Malawi ¹	Thaïlande
Djibouti	Maldives	Togo
Égypte	Mali	Tunisie
El Salvador	Malte	Turquie ¹
Émirats arabes unis	Maroc ¹	Uruguay
Équateur	Mexique ¹	Zambie
Gabon	Myanmar	Zimbabwe ¹
Guatemala	Nicaragua	

vi) *Annexe III, paragraphe 4 (réserve concernant l'application de l'article 5:2, que l'importateur le demande ou non) (51)*

Argentine ¹	Haïti	Pakistan
Bahreïn	Honduras	Pérou ¹
Bangladesh	Inde ¹	Philippines
Brésil ¹	Indonésie	République bolivarienne du Venezuela
Brunéi Darussalam	Israël	République dominicaine
Burkina Faso	Jamaïque	Sénégal
Cameroun	Kenya	Singapour
Chili	Madagascar	Sri Lanka
Colombie	Malaisie	Thaïlande
Costa Rica	Maldives	Togo
Côte d'Ivoire	Mali	Tunisie
Djibouti	Malte	Turquie ¹
Égypte	Maroc ¹	Uruguay
El Salvador	Mexique ¹	Zambie
Équateur	Myanmar	Zimbabwe ¹
Gabon	Nicaragua	
Guatemala	Niger	
Guyana	Nigéria	

¹ Les dispositions spéciales auxquelles peuvent recourir les pays en développement Parties au titre de l'Accord sur l'évaluation en douane de 1979 pourront encore être invoquées au titre de l'Accord de l'OMC sur l'évaluation en douane par le pays en développement Membre concerné (WT/L/38).

c) Gouvernements ayant le statut d'observateur (35)

Algérie	Liban
Andorre	Lituanie
Arabie saoudite	Moldova
Arménie	Népal
Azerbaïdjan	Ouzbékistan
Bélarus	Samoa
Bhoutan	Saint-Marin
Bosnie-Herzégovine	Saint-Siège
Cambodge	Sao Tomé-et-Principe
Cap-Vert	Seychelles
Chine, Rép. pop. de	Soudan
Croatie	Taipei chinois
Éthiopie	Tonga
Ex-République yougoslave de Macédoine	Ukraine
Fédération de Russie	Vanuatu
Guinée équatoriale	Viet Nam
Kazakstan	Yémen
Lao, Rép. dém. pop.	

d) Organisations internationales ayant le statut d'observateur (5)¹

Organisation mondiale des douanes
FMI
CNUCED
ACP
BID

II. BUREAU DU COMITÉ DE L'ÉVALUATION EN DOUANE DE L'OMC

Président: M. Remo Moretta (Australie)
Vice-Président: M. Alejandro Buvinic (Chili)

III. RÉUNIONS DU COMITÉ

Pendant la période considérée, le Comité a tenu [cinq] réunions, les 3, 9 et 16 mars (G/VAL/M/13), les 12 et 28 avril et les 10 et 31 mai (G/VAL/M/14) sous la présidence de M. Edward Brown (Royaume-Uni), et le 14 juin, le 4 juillet (G/VAL/M/15), le 21 juillet (G/VAL/M/16) [, et le 7 novembre 2000 (G/VAL/M/17, à paraître), sous la présidence de M. Remo Moretta (Australie).

IV. LÉGISLATIONS NATIONALES PRÉSENTÉES*i) Textes des législations nationales*

L'article 22 de l'Accord prévoit que chaque Membre informera le Comité de toute modification apportée à ses lois et règlements en rapport avec les dispositions de l'Accord, ainsi qu'à l'administration de ces lois et règlements. À sa première réunion, le 12 mai 1995, le Comité a défini des procédures pour la notification des législations nationales (G/VAL/M/1, paragraphes 29 à 35, 71 et 72).

¹ Ces organisations ont désormais le statut d'observateur officiel, à la suite de l'Accord intervenu au Comité (G/VAL/M/5) et des accords entre la Banque mondiale et le FMI et l'OMC (WT/L/195).

Pendant la période considérée, les communications et les textes ci-après ont été présentés au Comité:

Brésil (G/VAL/N/1/BRA/3)
Bulgarie (G/VAL/N/1/BGR/2)
Costa Rica (G/VAL/N/1/CRI/1)
Estonie (G/VAL/N/1/EST/1)
Jordanie (G/VAL/N/1/JOR/1)
Malte (G/VAL/N/1/MLT/1)
République kirghize (G/VAL/N/1/KGZ/1)
Slovénie (G/VAL/N/1/SVN/2)
Turquie (G/VAL/N/1/TUR/2)
Zambie (G/VAL/N/1/ZMB/1)

ii) *Liste de questions*

À sa première réunion, le 12 mai 1995, le Comité a arrêté des procédures concernant la liste de questions (G/VAL/M/1, paragraphes 36 à 39).

Pendant la période considérée, les communications ci-après ont été présentées:

Bulgarie (G/VAL/N/2/BGR/1)
République kirghize (G/VAL/N/2/KGZ/1)
Pologne (G/VAL/N/2/POL/1)
Estonie (G/VAL/N/2/EST/1)
Japon (G/VAL/N/2/JPN/1)
République kirghize (G/VAL/N/2/KGZ/1)
Malte (G/VAL/N/2/MLT/1)

iii) *Examen des législations nationales*

À sa réunion d'avril-mai 2000, le Comité a poursuivi son examen des différentes communications et des législations adoptées pour la mise en œuvre de l'Accord. Le Comité est convenu de conclure l'examen des législations de la Bulgarie. Il est convenu de poursuivre l'examen de la législation du Brésil et de la Roumanie. Le Comité a noté que sur les 55 pays en développement qui avaient choisi de différer l'application de l'Accord conformément aux dispositions de l'article 20:1, 29 devaient appliquer l'Accord d'ici au 1^{er} janvier 2000 et 20 devaient l'appliquer d'ici à la fin de l'année 2000.

[À mettre à jour après la réunion du 7 novembre 2000.]

iv) *Renseignements sur l'application des décisions du Comité*

Les renseignements sur l'application de la Décision relative au traitement des montants des intérêts lors de la détermination de la valeur en douane des marchandises importées et du paragraphe 2 de la Décision sur l'évaluation des supports informatiques de logiciels destinés à des équipements de traitement des données (G/VAL/5), fournis par les Membres, sont résumés dans le document G/VAL/W/5/Rev.7 et Rev.8.

V. MODIFICATIONS, INTERPRÉTATIONS ET RECTIFICATIONS DU TEXTE DE L'ACCORD

À sa première réunion, le 12 mai 1995, le Comité a adopté les décisions relatives à l'interprétation de l'Accord, préalablement adoptées par le Comité du Tokyo Round (G/VAL/M/1, paragraphes 66 et 67). Ces décisions sont reproduites dans le document G/VAL/5. Aucune nouvelle décision relative à l'interprétation de l'Accord n'a été adoptée pendant la période considérée.

VI. AUTRES DÉCISIONS PRISES PAR LE COMITÉ

À sa première réunion, le 12 mai 1995, le Comité a adopté les autres décisions reproduites dans le document G/VAL/5. Le Comité a aussi adopté des décisions qui avaient été renvoyées au Comité, pour adoption, par les Ministres à Marrakech. Elles sont reproduites dans le document G/VAL/1. Le Comité a adopté des Décisions octroyant, conformément au paragraphe 1 de l'Annexe III de l'Accord, une prorogation du délai de cinq ans à 13 Membres (voir la liste plus haut). Le Comité a en outre adopté des Décisions autorisant des réserves pour le maintien par six Membres de systèmes de valeurs minimales officiellement établies (voir la liste plus haut).

VII. ASSISTANCE TECHNIQUE

L'assistance technique visant à aider les pays à prendre les mesures nécessaires pour appliquer l'Accord est restée une activité prioritaire pour les Membres, le Comité et le Comité technique pendant la période considérée. À la réunion d'avril/mai, le Secrétariat de l'OMC a informé le Comité de l'état d'avancement de son programme d'assistance technique pour l'évaluation en douane et des plans en la matière. Le Comité a également entendu un rapport de la Banque interaméricaine de développement sur ses activités ainsi qu'un rapport intérimaire d'activités de l'Organisation mondiale des douanes au sujet de l'examen de ses activités d'assistance technique. À la réunion de juin/juillet, le Comité a entendu une communication orale des Communautés européennes sur une proposition relative à un projet d'assistance technique; à la réunion du 21 juillet, le Président a présenté un rapport au sujet des consultations qu'il avait tenues en la matière.

[À compléter pour tenir compte de la réunion de novembre 2000.]

VIII. RAPPORTS DU COMITÉ TECHNIQUE DE L'ÉVALUATION EN DOUANE

Réunions du Comité technique

[À la réunion de novembre, le représentant de l'Organisation mondiale des douanes (OMD) a rendu compte oralement de la dixième et de la onzième session du Comité technique de l'évaluation en douane, tenues du 22 au 26 mai 2000 et du 30 octobre au 3 novembre 2000, respectivement.]

Le Comité de l'évaluation en douane a pris note de ces rapports et a remercié le Comité technique du travail précieux qu'il accomplissait.

IX. CONSULTATIONS ET RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS

Pendant la période considérée, les États-Unis ont engagé des consultations avec le Brésil au titre de l'article 19 de l'Accord de l'OMC sur la mise en œuvre de l'article VII du GATT de 1994, de l'article 19 de l'Accord de l'OMC sur l'agriculture, de l'article 8:4 de l'Accord sur les textiles et les vêtements, de l'article 6 de l'Accord sur les procédures de licences d'importation, des articles 1^{er} et 4 du Mémoire d'accord sur les règles et procédures régissant le règlement des différends et de l'article XXII du GATT de 1994 au sujet de l'utilisation alléguée, par le Brésil, de prix minimaux à l'importation aux fins de l'évaluation en douane. Les États-Unis ont également engagé des

consultations avec la Roumanie au titre des dispositions énoncées ci-dessus, à l'exception de l'article 6 de l'Accord sur les procédures de licences d'importation, au sujet de l'utilisation alléguée, par la Roumanie, de prix minimaux à l'importation aux fins de l'évaluation en douane.

X. RAPPORT ANNUEL AU CONSEIL DU COMMERCE DES MARCHANDISES

[Le Comité a adopté son rapport annuel au Conseil du commerce des marchandises conformément aux dispositions de l'article 23 de l'Accord (G/VAL/W/78).]

[Document à compléter pour tenir compte des débats de la réunion de novembre 2000.]

ANNEXE I

Renseignements sur les législations nationales

On trouvera ci-après la liste des références des documents¹ contenant les lois, règlements, etc., nationaux et les réponses à la liste des questions reçus des Membres.

<u>Membre</u>	<u>Législation nationale</u>	<u>Réponses à la liste des questions</u>
Afrique du Sud	VAL/1/Add.15 + Corr.1 + Suppl.1-3 G/VAL/N/1/ZAF	VAL/2/Rev.1/Add.13
Argentine	VAL/1/Add.22 + Suppl.1-4 + Suppl.2/Rev.1 G/VAL/N/1/ARG/1	VAL/2/Rev.2/Add.4
Australie	VAL/1/Add.14 + Suppl.1-4 G/VAL/N/1/AUS/1	VAL/2/Rev.1/Add.12 + Suppl.1
Botswana	VAL/1/Add.16	Non reçues
Brésil	VAL/1/Add.20 + Suppl.1 G/VAL/N/1/BRZ/1 G/VAL/N/1/BRZ/2	VAL/2/Rev.2/Add.3
Bulgarie	G/VAL/N/1/BGR/1	G/VAL/N/2/BGR/1
Canada	VAL/1/Add.17 + Suppl.1-3 G/VAL/N/1/CAN/1 G/VAL/N/1/CAN/2	VAL/2/Rev.1/Add.14 G/VAL/N/2/CAN/1
Chypre	VAL/1/Add.26 G/VAL/N/1/CYP/2	VAL/2/Rev.2/Add.7
Communauté économique européenne	VAL/1/Add.2 + Suppl.1-13 + Suppl.1 G/VAL/N/1/EEC/1/Rev.1	VAL/2/Rev.1/Add.6
Corée, Rép. de	VAL/1/Add.19 + Suppl.1-4 + Suppl.2/Corr.1-2 + Suppl.3/Corr.1 G/VAL/N/1/KOR/1	VAL/2/Rev.2/Add.1 + Suppl.1
Costa Rica	G/VAL/N/1/CRI/1	
Estonie	G/VAL/N/1/EST/1	G/VAL/N/2/EST/1
États-Unis	VAL/1/Add.1 + Suppl.1-5 G/VAL/N/1/USA/1	VAL/2/Rev.1/Add.1
Fidji	G/VAL/N/1/FJI/1	G/VAL/N/2/FJI/1
Gabon	G/VAL/N/1/GAB/1	
Hong Kong, Chine	VAL/1/Add.9 G/VAL/N/1/HKG/1	Non reçues
Hongrie	VAL/1/Add.6 G/VAL/N/1/HUN/1	VAL/2/Rev.1/Add.4

¹ Les documents dont la cote commence par "VAL" sont des documents qui ont été distribués dans le cadre du Comité de l'évaluation en douane du Tokyo Round.

Inde	VAL/1/Add.24 + Suppl.1 G/VAL/N/1/IND/2	VAL/2/Rev.2/Add.6
Islande	G/VAL/N/1/ISL/1	G/VAL/N/2/ISL/1
Israël	G/VAL/N/1/ISR/1	
Japon	VAL/1/Add.7 G/VAL/N/1/JPN/1	VAL/2/Rev.1/Add.8 G/VAL/N/2/JPN/1
Jordanie	G/VAL/N/1/JOR/1	G/VAL/N/2/JOR/1
Lesotho	VAL/1/Add.21 + Suppl.1	VAL/2/Rev.2/Add.2
Lettonie	G/VAL/N/1/LVA/1	G/VAL/N/2/LVA/1
Liechtenstein	G/VAL/N/1/LIE/1	
Macao	G/VAL/N/1/MAC/1	
Malawi	VAL/1/Add.27 G/VAL/N/1/MWI/1	
Namibie	G/VAL/N/1/NAM/1	
Malte	G/VAL/N/1/MLT/1	G/VAL/N/2/MLT/1
Maroc	G/VAL/N/1/MAR/1 + Rev.1	G/VAL/N/2/MAR/1
Mexique	VAL/1/Add.25 + Suppl.1-3 + Suppl.1/Rev.1	VAL/2/Rev.2/Add.8
Norvège	VAL/1/Add.11 + Corr.1 + Suppl.1-2 G/VAL/N/1/NOR/1	VAL/2/Rev.1/Add.7
Nouvelle-Zélande	VAL/1/Add.12 + Suppl.1 G/VAL/N/1/NZL/1	VAL/2/Rev.1/Add.10
Panama	G/VAL/N/1/PAN/1	G/VAL/N/2/PAN/1
Pologne	VAL/1/Add.28 G/VAL/N/1/POL/1 G/VAL/N/1/POL/2	G/VAL/N/2/POL/1
République kirghize	G/VAL/N/1/KGZ/1	G/VAL/N/2/KGZ/1
République slovaque	VAL/1/Add.18 + Suppl.1/Corr.1-2 G/VAL/N/1/SVK/1	VAL/2/Rev.1/Add.15 + Suppl.1
République tchèque	VAL/1/Add.18 + Suppl.1/Corr.1-2 G/VAL/N/1/CZE/1 G/VAL/N/1/CZE/2 G/VAL/N/1/CZE/3	VAL/2/Rev.1/Add.15 + Suppl.1 G/VAL/N/2/CZE/1
Roumanie	VAL/1/Add.8 + Suppl.1-2 G/VAL/N/1/ROM/1 G/VAL/N/1/ROM/2	VAL/2/Rev.1/Add.9
Singapour	G/VAL/N/1/SGP/1	G/VAL/N/2/SGP/1
Slovénie	G/VAL/N/1/SVN/1 G/VAL/N/1/SVN/2	G/VAL/N/2/SVN/1
Suisse	VAL/1/Add.5 G/VAL/N/1/CHE/1	Non reçues
Suriname	G/VAL/N/1/SUR/1	
Trinité-et-Tobago	G/VAL/N/1/TTO/1	G/VAL/N/2/TTO/1

Turquie	VAL/1/Add.29 G/VAL/N/1/TUR/1 G/VAL/N/1/TUR/2	
Zambie	G/VAL/N/1/ZMB/1	
Zimbabwe	VAL/1/Add.23 G/VAL/N/1/ZWE/1	VAL/2/Rev.2/Add.5
